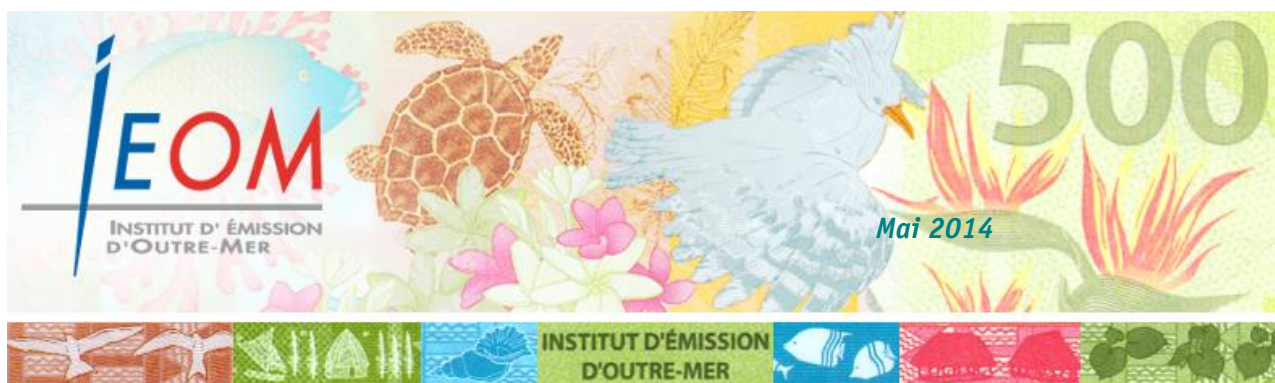




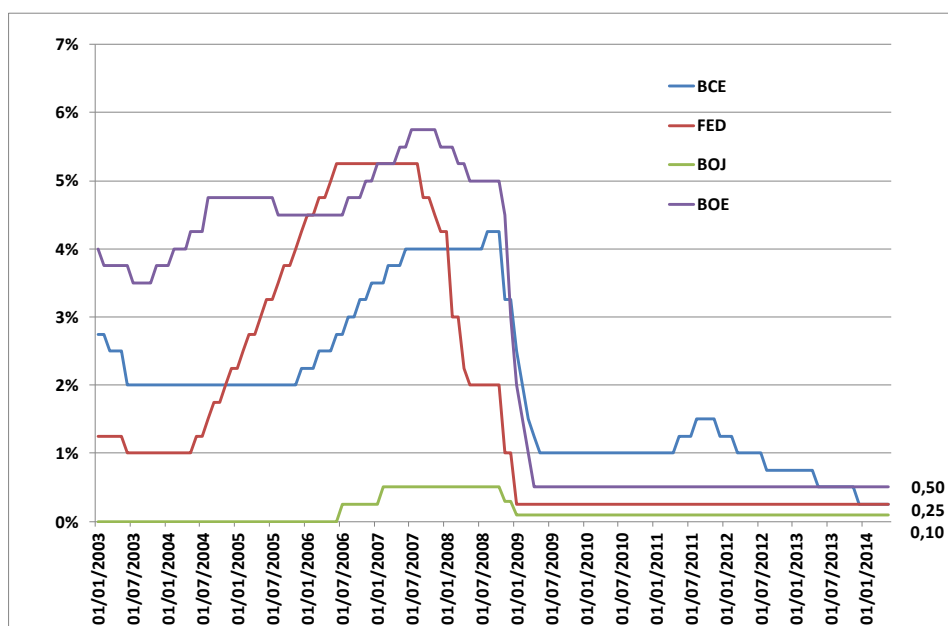
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE laisse ses taux inchangés

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 8 mai 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, déclarait, lors de sa conférence de presse : « Les informations disponibles confirment que la reprise modérée de l'économie de la zone euro se poursuit conformément à notre évaluation précédente. Dans le même temps, les informations récentes continuent de conforter notre anticipation d'une période prolongée de faible inflation, suivie d'une remontée seulement graduelle des taux de l'inflation mesurée par l'IPCH. Les signaux provenant de l'analyse monétaire confirment le diagnostic de tensions sous-jacentes modérées à moyen terme sur les prix dans la zone euro. Les anticipations d'inflation à moyen et long terme pour la zone euro restent solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. Dans la période à venir, nous suivrons très attentivement les évolutions économiques et les marchés monétaires. Nous conserverons l'orientation très accommodante de la politique monétaire et agirons rapidement, si nécessaire, à travers un nouvel assouplissement monétaire. Nous réitérons fermement que nous continuons de prévoir le maintien des taux d'intérêt directeurs de la BCE à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. [...] Le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels dans le cadre de son mandat afin de faire face efficacement aux risques d'une période trop longue de faible inflation. De nouvelles informations et analyses concernant les perspectives d'inflation et l'accès du secteur privé aux prêts bancaires seront disponibles début juin. »

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Stabilité du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 349 300 en France métropolitaine fin mars 2014. Ce nombre est stable par rapport à la fin février 2014 (+0,0 %). Sur un an, il croît de 4,1 %.

Stabilité du chômage en ZE18

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières (CVS) s'est établi à 11,8 % en mars 2014, stable depuis décembre 2013, mais en recul par rapport au taux de 12,0 % enregistré en mars 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,5 % en mars 2014, stable par rapport à février 2014, mais en baisse par rapport au taux de 10,9 % observé en mars 2013. Ces chiffres sont publiés par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Eurostat estime qu'en mars 2014, 25,7 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,913 millions dans la zone euro. Par rapport à février 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 66 000 dans l'UE28 et de 22 000 dans la zone euro. Comparé à mars 2013, le chômage a baissé de 929 000 personnes dans l'UE28 et de 316 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne (5,1 %) ainsi qu'au Luxembourg (6,1 %), et les plus élevés en Grèce (26,7 % en janvier 2014) et en Espagne (25,3 %).

Inflation

Hausse de l'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,7 % en avril 2014, en hausse par rapport au mois de mars où il était de 0,5 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en avril (1,6 % contre 1,1 % en mars), suivis de l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (0,7 % contre 1,0 % en mars), des biens industriels hors énergie (0,1 % contre 0,2 % en mars) et de l'énergie (1,2 % contre -2,1 % en mars).

France : Hausse des prix à la consommation en mars

En mars 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en hausse de 0,4 % (après + 0,6 % en février 2014). Il augmente de 0,6 % sur un an (après +0,9 % en février 2014). Hors tabac, il croît de 0,5 % en mars 2014 et également de 0,5 % sur un an. Corrigé des variations saisonnières, l'IPC se replie de 0,1 % en mars 2014.

Banque de France

Publication du Rapport annuel de la Banque de France et de la lettre introductive de Christian Noyer

Le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, a présenté le Rapport annuel de la Banque de France et la Lettre introductive au Rapport adressée au Président de la République et aux présidents des assemblées parlementaires lundi 28 avril au cours d'une conférence de presse.

Lettre introductive au Rapport adressée au Président de la République et aux présidents des assemblées parlementaires :

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/RA2013-lettre-introductive.pdf

Rapport annuel de la Banque de France :

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/RA2013-BDF.pdf

Asie

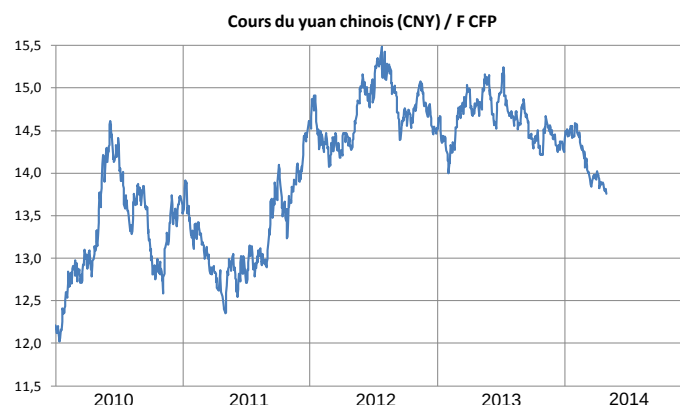
Chine : Crainte d'un retournement du marché immobilier

Plusieurs indicateurs font état de l'inquiétude concernant le ralentissement du marché immobilier. L'offre de logements (mises en chantier) s'est contractée de plus de 20 % sur les trois premiers mois de l'année, les achats de terrain ont chuté de 17 % en mars. Le gouvernement a inscrit dans son budget 2014 une baisse des recettes issues des ventes de logement de 11,8 %. Dans son dernier rapport trimestriel, la banque centrale (PBOC) a fait part du renforcement des contrôles sur les risques de défaut des prêts accordés aux sociétés immobilières et aux collectivités locales. Sans prendre pour autant de mesures de soutien d'urgence, l'autorité bancaire redoute une contagion au système bancaire et financier.

2 – Actualité régionale

Chine : crainte d'un retournement du marché immobilier

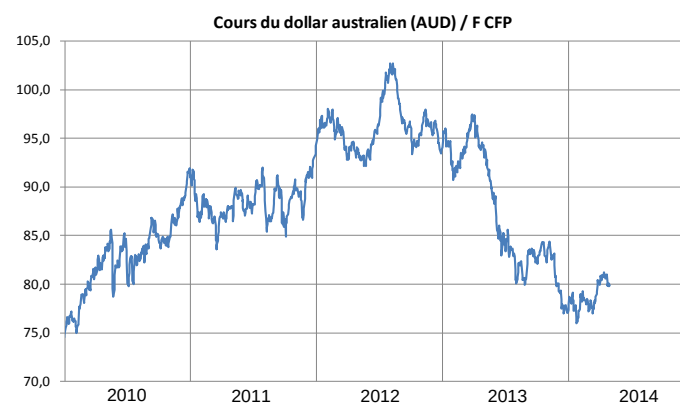
Plusieurs indicateurs font état de l'inquiétude concernant le ralentissement du marché immobilier. L'offre de logements (mises en chantier) s'est contractée de plus de 20 % sur les trois premiers mois de l'année, les achats de terrain ont chuté de 17 % en mars. Le gouvernement a inscrit dans son budget 2014 une baisse des recettes issues des ventes de logement de 11,8 %. Dans son dernier rapport trimestriel, la banque centrale (PBOC) a fait part du renforcement des contrôles sur les risques de défaut des prêts accordés aux sociétés immobilières et aux collectivités locales. Sans prendre pour autant de mesures de soutien d'urgence, l'autorité bancaire redoute une contagion au système bancaire et financier.



Australie : hausse des prix et stabilisation du chômage

En Australie, l'indice des prix à la consommation progresse de 2,9 % sur un an à fin mars 2014 (après +2,7 % à fin décembre 2013). La hausse des prix a été portée au premier trimestre par l'augmentation du tabac, du fuel et des frais d'éducation. Parallèlement le taux de chômage se stabilise à 5,8 % de la population active au mois d'avril.

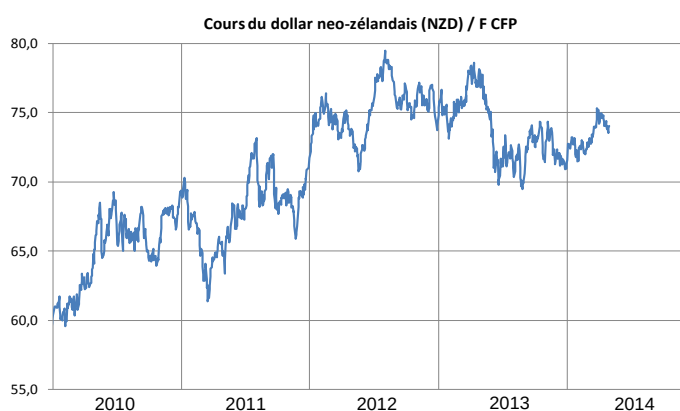
Lors de sa réunion du 1^{er} avril 2014, la banque centrale australienne (RBA) a laissé inchangé son taux directeur à 2,5 %.



Nouvelle-Zélande : un excédent commercial record

En mars 2014, la Nouvelle-Zélande a enregistré un excédent commercial record de 920 millions de dollars NZ. Les exportations mensuelles néo-zélandaises ont dépassé pour la première fois 5 milliards de dollars NZ.

Le 24 avril 2014, la banque centrale de la Nouvelle-Zélande a augmenté son principal taux directeur de 0,25 point à 3,0 % en raison de pressions inflationnistes qui pourraient se maintenir pour les deux prochaines années. Cette hausse intervient après celle du 13 mars 2014.



3 – Brèves économiques locales

Nouvelle gamme de billets : la nouvelle gamme représente 80 % de la circulation fiduciaire du Territoire

Au 30 avril, la nouvelle gamme de billets représentait 80 % de la circulation fiduciaire en nombre et 76 % en valeur. Près de 4,8 millions de billets de la nouvelle gamme ont ainsi été émis. Presque symétriquement, la circulation en volume des coupures de l'ancienne gamme diminue, semaine après semaine. Le nombre de billets de l'ancienne gamme retirés de la circulation atteint, depuis le 20 janvier, 4,3 millions de billets, soit un taux de retour global de 78,7 % en volume.

Eramet Nickel : des perspectives plus favorables

Au 1^{er} trimestre 2014, la production métallurgique de nickel de l'usine de Doniambo augmente de 5 % par rapport au 1^{er} trimestre 2013.

Sur la même période, les cours du nickel au LME sont en hausse de 5 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2013 mais restent néanmoins en retrait de 15 % sur un an. Plusieurs indicateurs sont mieux orientés. Du côté de la demande, la production mondiale d'acier inoxydable est en augmentation de 8 % au 1^{er} trimestre 2014 par rapport au 1^{er} trimestre 2013. La mise en oeuvre en Indonésie depuis janvier 2014 de l'interdiction d'exporter du minerai non transformé localement crée les conditions d'un rééquilibrage progressif du marché, après deux années d'excédents importants. Depuis mi-avril, le cours du nickel au LME a dépassé 8 USD/livre. Au final, le chiffre d'affaires d'Eramet Nickel atteint 166 millions d'euros au 1^{er} trimestre 2014 contre 181 millions un an auparavant.

L'arrivée du très haut débit mobile avec la 4G

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et l'Office des Postes et des Télécommunications (OPT) ont annoncé le déploiement de l'Internet mobile de quatrième génération. L'OPT prévoit ainsi l'installation des premiers relais 4G pour la fin de l'année 2014, avec une commercialisation des premières offres début 2015. Le déploiement se basera sur les équipements et structures préexistants du réseau 2G/3G de l'OPT. L'objectif du projet est d'équiper la moitié des relais de la technologie 4G d'ici 2017, permettant ainsi de desservir 85 % de la population calédonienne.

Un plan stratégique de l'Aviation Civile

Le 15 avril, le gouvernement de Nouvelle-Calédonie a adopté le plan stratégique de l'Aviation civile pour la navigation aérienne pour la période 2015-2017. Ce plan prévoit d'unifier l'espace de contrôle aérien du Territoire, de préparer le déménagement progressif des activités de l'aéroport de Magenta vers la Tontouta et enfin de permettre une meilleure cohérence des statuts du personnel de l'Aviation civile.

Futur pôle hospitalier privé à Nouville

Le Président Harold MARTIN et M. Jean-Jacques MAGNIN ont signé le bail relatif au terrain situé sur la presqu'île de Nouville où doit être édifié sous 4 à 5 ans le futur pôle hospitalier privé regroupant les activités de la polyclinique de l'Anse-Vata, de la clinique Magnin et de la clinique de la Baie des Citrons. Ce projet permettra, une fois installé le Médipôle à Koutio de maintenir une offre médicale de qualité mais aussi une maternité sur la commune de Nouméa.

Création d'un parc naturel de la mer de Corail

Le 23 avril 2014, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a adopté un arrêté créant le parc naturel de la mer de Corail. Cette zone de 1,3 million de kilomètres carrés (équivalent à 3 fois les eaux métropolitaines) couvre la totalité de la Zone Economique Exclusive (ZEE) ainsi que les eaux territoriales, les îles et îlots dont la gestion est assurée par le Territoire. Un Comité de gestion sera mis en place dans les prochains mois. Les orientations de gestion du parc visent trois finalités : mettre l'homme au cœur du projet, créer les conditions d'un développement durable et permettre à la Nouvelle-Calédonie de devenir un moteur de la dynamique régionale en faveur d'un développement durable.

La flore endémique calédonienne a sa liste rouge

A l'initiative de l'Association « Endémia », un atelier constitué de scientifiques spécialistes de la flore endémique du Territoire s'est tenu en avril à Pouembout dans le Nord, afin d'établir un état des lieux des plantes menacées. La participation à cet atelier de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) a permis d'identifier un taux de 5 % d'espèces en voie d'extinction.

Publications

L'IEOM a publié les études suivantes :

- La note expresse NE n°124 – Premières Tendances- 1^{er} trimestre 2014
- La note expresse NE n°121 – New Caledonia's Economy in 2013 – Slowdown continues (traduction en anglais de la note NE 121)
- Observatoire des tarifs bancaires aux particuliers dans les COM du Pacifique – Avril 2014



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	mars-12	mars-13	mars-14	var 13/12	var 14/13
Circulation fiduciaire	15 236	16 635	15 115	9,2%	-9,1%
Dépôts à vue	238 664	255 666	270 909	7,1%	6,0%
Total M1	253 900	272 301	286 024	7,2%	5,0%
M2-M1	101 220	106 851	114 540	5,6%	7,2%
Total M3	536 018	596 860	591 722	11,4%	-0,9%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-11	déc.-12	déc.-13	var 12/11	var 13/12
Entreprises	426 094	456 762	452 929	7,2%	-0,8%
Ménages	390 944	403 923	409 701	3,3%	1,4%
Collectivités locales	56 975	60 060	74 063	5,4%	23,3%
Autres agents de CCB non ventilés	15 438	16 069	15 715	4,1%	-2,2%
Total encours sain	889 450	936 813	952 408	5,3%	1,7%
Créances douteuses brutes	18 138	19 022	29 611	4,9%	55,7%
Total encours brut	907 589	955 835	982 019	5,3%	2,7%

Interdits bancaires

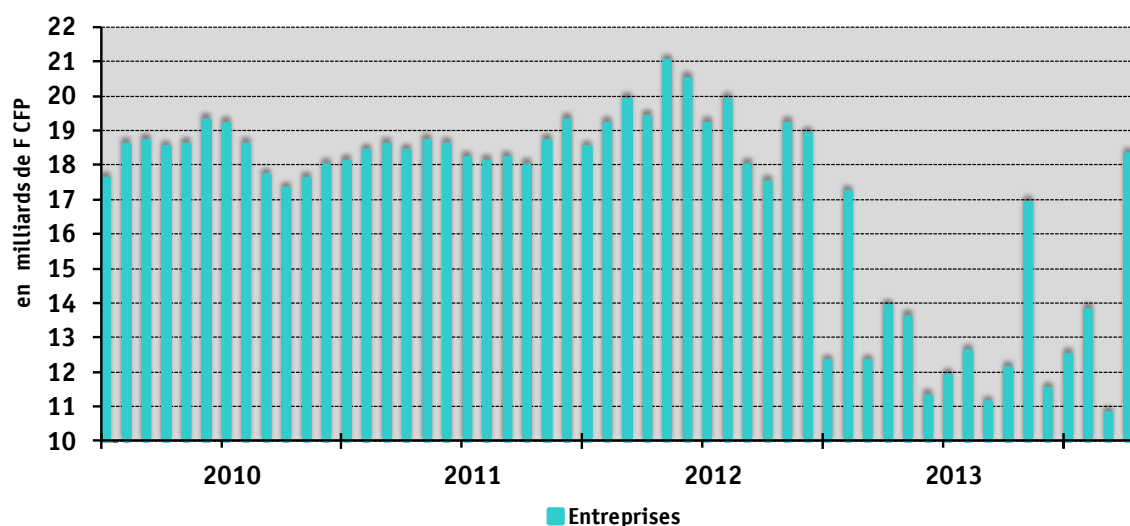
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	avr.-14	7 882	-0,5%	4,7%
	dont personnes physiques	avr.-14	7 002	-0,3%	4,5%
	dont personnes morales	avr.-14	880	-2,1%	6,3%

Cotation

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides		avr.-14	16 225	0,5%	4,1%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM		avr.-14	5 054	6,5%	-2,1%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	avr.-14	18,3	70,0%	32,1%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2013	2014	Var .
Indice des prix à la consommation	avr	104,86	104,63	-0,2%
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	mars	55 009	57 476	4,5%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	mars	48 403	50 877	5,1%
créations d'entreprises	déc*	5 121	5 069	-1,0%
cessations d'entreprises (p)	sept*	2 508	2 286	-8,9%
liquidations judiciaires (nb)	déc*	144	109	-24,3%
redressements judiciaires (nb)	déc*	123	71	-42,3%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	avr	828	880	6,3%
ventes de ciment local (tonnes)	mars	29 359	25 950	-11,6%
importations de ciment (tonnes)	mars	55	1	n.s
total ciment (tonnes)	mars	29 414	25 951	-11,8%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	déc*	33 795	31 872	-5,7%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	avr	2 241	2 824	26,0%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	mars	1 286	1 320	2,6%
Ménages				
emploi salarié (nb)	déc*	87 963	89 656	1,9%
dont secteur privé	déc*	63 444	64 401	1,5%
dont secteur public	déc*	24 519	25 255	3,0%
demandes d'emploi de fin de mois	mars	7 126	7 865	10,4%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	mars	6 900	7 516	8,9%
chômeurs indemnisés	févr	2 065	2 343	13,5%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	avr	899,3	899,3	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	avr	6 852	7 002	2,2%
décisions retraits cartes bancaires	avr	1 005	1 102	9,7%
incidents paiements sur chèques	avr	13 820	10 981	-20,5%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mars	1 658	1 562	-5,8%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	avr	4 995	4 866	-2,6%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc*	35 609	35 377	-0,7%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc*	17 464	17 045	-2,4%
Echanges				
nombre de touristes	mars	24 289	23 194	-4,5%
nombre de croisiéristes	janv	50 570	48 422	-4,2%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	févr	54,4%	56,5%	2,2 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	avr	7,66	6,95	-9,3%
cours du nickel au LME en \$/lb	avr	7,09	7,88	11,1%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	déc*	4 595	4 460	-2,9%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	déc*	21 435	17 751	-17,2%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	déc*	62 512	65 126	4,2%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	déc*	90 338	75 505	-16,4%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	déc*	817	868	6,2%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	déc*	1 145	1 302	13,7%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	déc*	112 918	94 558	-16,3%
part de ces produits dans le total des exportations	déc*	91,4%	87,9%	-3,5 pts
total des importations (M FCFP)	déc*	301 352	290 908	-3,5%
total des exportations (M FCFP)	déc*	123 483	107 533	-12,9%
taux de couverture	déc*	40,98%	36,96%	-4,0 pts
recettes douanières (M FCFP)	déc*	50 554	48 961	-3,2%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	mars	255 666	270 909	6,0%
M1	mars	272 301	286 024	5,0%
M2	mars	379 152	400 564	5,6%
Dépôts à termes	mars	217 667	191 158	-12,2%
M3	mars	596 860	591 722	-0,9%
P1	mars	3 752	3 851	2,6%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil*	5,36%	4,96%	-0,40 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil*	4,20%	4,37%	0,17 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil*	4,70 %	4,31 %	-0,39 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels >181 920 F CFP	juil*	6,86 %	7,08 %	0,22 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	déc*	955 835	982 019	2,7%
Ménages				
dont crédits à la consommation	déc*	403 923	409 701	1,4%
dont crédits à l'habitat	déc*	73 806	74 536	1,0%
Entreprises				
dont crédits d'exploitation	déc*	84 621	83 638	-1,2%
dont crédits d'investissement	déc*	243 403	235 173	-3,4%
dont crédits à la construction	déc*	113 487	117 498	3,5%
Collectivités locales				
dont d'investissement	déc*	60 060	74 063	23,3%
Autres agents de CCB non ventilés				
créances douteuses brutes	déc*	58 135	71 470	22,9%
taux de créances douteuses brutes	déc*	16 069	15 715	-2,2%
Autres agents				
taux de créances douteuses brutes	déc*	19 022	29 611	55,7%
ensemble des actifs financiers	déc*	2,0%	3,0%	1,0 pt
Ménages				
Sociétés	déc*	708 874	715 081	0,9%
Autres agents	déc*	358 988	376 117	4,8%
dont assurances-vie	déc*	247 280	227 682	-7,9%
	déc*	102 606	111 282	8,5%
	déc*	103 122	106 818	3,6%

(p) : provisoire (a) : actualisé

*2012/2013

2 – Actualité régionale

Proclamation de la Charte du peuple kanak en Nouvelle-Calédonie et élections provinciales

Le 26 avril dernier, les autorités traditionnelles kanak de Nouvelle-Calédonie ont proclamé une « Charte du peuple kanak ». D'une trentaine de pages, ce document a pour volonté de donner un corps juridique aux valeurs et principes fondamentaux de la culture kanak : il explique notamment les principes du lien à la terre, du pardon coutumier et l'importance des valeurs d'hospitalité, de solidarité et de partage. Il est le fruit d'une initiative du sénat coutumier qui, pour mener à bien son projet, a effectué un travail de collecte d'informations auprès des chefferies, puis de réflexion et de rédaction avec l'aide de juristes. Par ailleurs, les élections provinciales du 11 mai prochain ouvriront le dernier mandat de l'accord de Nouméa (2014-2018), au cours duquel sera organisé un référendum qui amènera la population néo-calédonienne à se prononcer sur son avenir.

Projet de relèvement de l'âge de la retraite en Australie

Le gouvernement australien actuel envisage de repousser l'âge de la retraite, fixé actuellement à 65 ans. L'âge légal de la retraite passerait alors à 70 ans à partir de 2035. Selon le gouvernement, cette réforme est indispensable face au vieillissement de la population, qui pèse sur les comptes sociaux et menace d'engendrer une crise budgétaire. En effet, d'après l'agence des statistiques australienne, le nombre d'Australiens de plus de 65 ans va doubler au cours des 30 prochaines années, et celui des plus de 85 ans tripler. L'Australie compte actuellement 23,4 millions d'habitants avec une espérance de vie à la naissance de 79 ans pour les hommes et de 84 ans pour les femmes.

Mission du FMI aux îles Tonga

Lors d'une récente mission aux îles Tonga, le Fonds monétaire international (FMI) a présenté ses perspectives de croissance pour l'archipel. Selon l'organisme international, les îles Tonga devraient enregistrer une croissance de 1,5 % en 2014, en dépit des importants dégâts causés par le passage du cyclone *Ian* en janvier dernier. La croissance est soutenue par la reprise de l'activité dans les secteurs de l'agriculture et du tourisme notamment. La reconstruction suite au cyclone et la préparation des Jeux du Pacifique 2019 devraient conduire à une accélération du rythme de croissance à 3,5 % en 2015, avec un risque d'inflation estimé faible. Le FMI met toutefois en garde l'archipel au sujet de son équilibre budgétaire : il préconise la prise de mesures afin d'assurer la viabilité budgétaire et conseille à l'archipel de rationaliser ses dépenses en vue des Jeux du Pacifique.

3 – Brèves locales

Ouverture du procès des fraudes à la défiscalisation à Wallis-et-Futuna

Le procès des fraudes à la défiscalisation s'est ouvert à Wallis le 23 avril dernier, au tribunal correctionnel de Mata'Utu. Au total, 19 personnes physiques et morales sont poursuivies pour faux, usage de faux en écriture, abus de biens sociaux et escroquerie réalisée en bande organisée. L'opération frauduleuse s'est opérée dans les années 2007-2008. Pour mémoire, le dispositif de défiscalisation Girardin a été mis en place par l'État afin de favoriser le développement des régions ultramarines. Il permet à certains secteurs économiques jugés prioritaires de faire financer une partie de leurs investissements par des contribuables métropolitains. Le montant de la fraude est évalué à 2,44 milliards de F CFP, dont 724 millions de F CFP de rétrocessions que se sont partagées les prévenus. Le procès a duré trois jours et le jugement sera rendu en août prochain. Les peines encourues pourraient aller de deux mois à quatre ans d'emprisonnement, accompagnées d'amendes comprises entre 2 et 50 millions de F CFP.

Mouvement social au Vice-rectorat

Un mouvement social a touché le Vice-rectorat au cours du mois d'avril pendant près d'une semaine. Une mésentente avec le nouveau Vice-recteur, arrivé les jours précédents sur le Territoire, serait à l'origine des tensions. Le départ du Vice-recteur décidé par les autorités administratives a conduit à une reprise du travail.

Réunion du Comité de pilotage INTEGRE à Wallis

Le comité de pilotage du projet « Initiative des territoires pour une gestion régionale de l'environnement » (INTEGRE) s'est réuni à Wallis le 25 avril dernier. Né de la signature d'une convention entre la Communauté du Pacifique Sud et la Commission européenne, ce programme dédié aux PTOM du Pacifique a une double finalité : promouvoir et renforcer la gestion intégrée des milieux insulaires littoraux ; et contribuer à valoriser durablement leurs ressources naturelles dans l'intérêt des populations. Le projet bénéficie d'une enveloppe de 1,6 milliard de F CFP dans le cadre du X^e FED. Celle-ci permettra de financer neuf projets environnementaux, lesquels seront sélectionnés en juillet prochain parmi les propositions formulées par les territoires participants, à savoir la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Wallis-et-Futuna et Pitcairn. Au cours de leur visite sur le Territoire, les membres du programme ont repéré différents projets susceptibles d'être retenus pour Wallis-et-Futuna. Parmi ceux-ci, le Centre d'enfouissement technique de Vailepo qui rencontre de nombreuses difficultés pour la gestion des déchets. Plusieurs autres pistes de projets sont avancées, dans les domaines de la gestion de l'eau, de la prévention des pollutions ou encore pour la restauration et la sauvegarde de certains sites du Territoire.

Focus sur le Centre des finances publiques de Futuna

Un Centre des finances publiques a ouvert ses portes à Futuna, le 1^{er} juillet dernier, en application de l'arrêté ministériel du 26 avril 2013. Il permet aux détenteurs de comptes de fonds particuliers de l'île de bénéficier d'une meilleure qualité de service rendu : le Centre assure un nombre d'heures d'ouverture plus important au public (du lundi au vendredi, de 7h30 à 12h00) et une gestion des soldes des comptes bancaires en temps réel. Par ailleurs, il accroît la fluidité de la circulation fiduciaire à Futuna. Sa participation, le 20 janvier dernier, à la diffusion de la nouvelle gamme de billets en francs Pacifique a permis à Futuna de découvrir les nouveaux billets dans les mêmes conditions que Wallis. Enfin, le CFiP gère les comptes des circonscriptions futuniennes et se charge des encaissements et paiements du Territoire et de l'État.

Réunion d'un comité de suivi sur les projets FED en cours

Du 23 au 25 avril, le bureau de la Commission européenne basé à Nouméa s'est déplacé à Wallis-et-Futuna. Le programme de travail de la mission a permis la visite des réalisations récemment achevées qui ont été financées au titre du Fonds européen de développement (FED), et la tenue de réunions du comité de pilotage pour le suivi des projets FED en cours. Les discussions ont également porté sur les projets envisagés pour un financement dans le cadre du XI^e FED. Ce dernier comprend deux enveloppes : 1/ une enveloppe territoriale d'environ 2,3 milliards de F CFP, à mettre en œuvre sur un seul secteur ; 2/ une enveloppe régionale pour les quatre PTOM du Pacifique (Wallis-et-Futuna, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Pitcairn), d'un montant de 4,3 milliards de F CFP, à programmer et mettre en œuvre sur un seul secteur convenu entre les PTOM. Chaque PTOM devra faire connaître avant la fin de l'année le secteur de coopération choisi pour le cycle de financement 2014-2020. La validation du Document unique de programmation (DOCUP) du XI^e FED est prévue pour 2016.

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

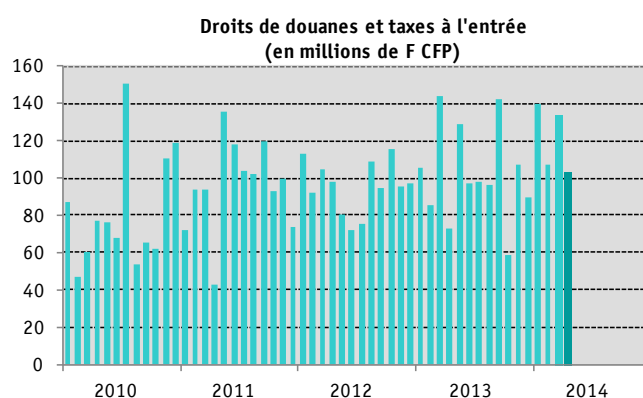
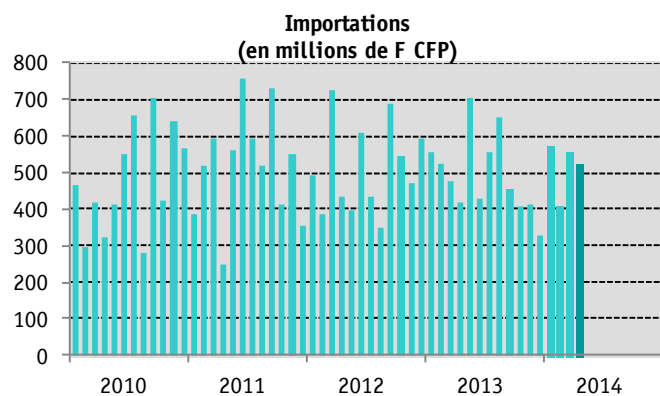
<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		1T 14	116,82	-	1,4%
SMIG mensuel en XPF		avr-14	89 149	-	2,0%
Nombre d'emplois salariés		déc-13	2 295	-	10,0%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	avr-14	522	-5,9%	24,5%
	cumulées	avr-14	2 054	-	4,0%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	avr-14	103	-23,3%	41,2%
	cumulés	avr-14	484	-	18,6%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	avr-14	157	-	13,1%
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	mars-14	1 618	12,2%	8,1%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	avr-14	640	9,4%	-1,2%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	avr-14	142	-7,3%	-14,5%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	mars-14	1 750	-26,3%	8,5%
	cumulé	mars-14	7 054	-	0,9%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	mars-14	nc	-	-
	cumulé	mars-14	nc	-	-
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	avr-14	2	-50,0%	-50,0%
	cumulées	avr-14	12	-	-25,0%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	avr-14	27	58,8%	50,0%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEWf, SWAFEPP, Aviation civile

nc : non communiqué

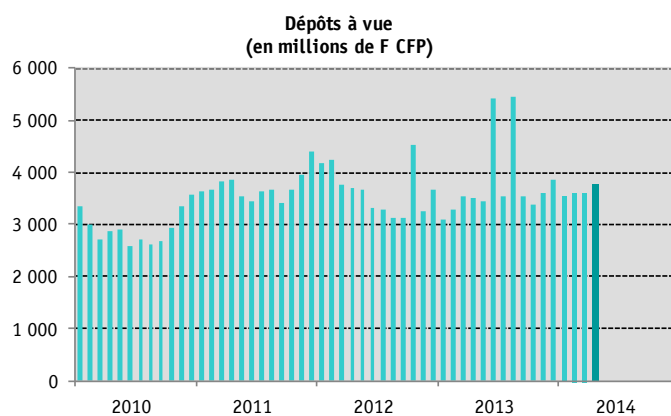
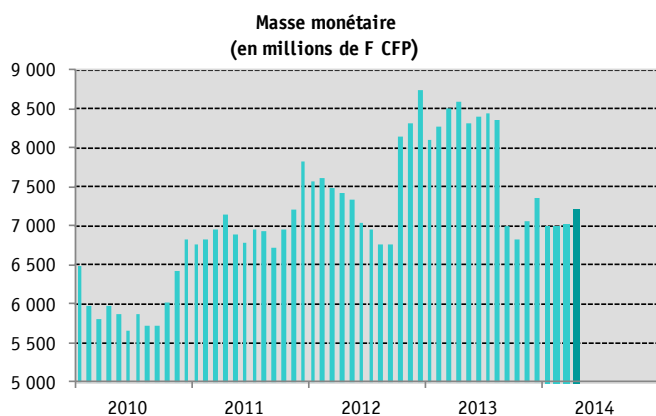


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Nette contraction de la masse monétaire en rythme annuel

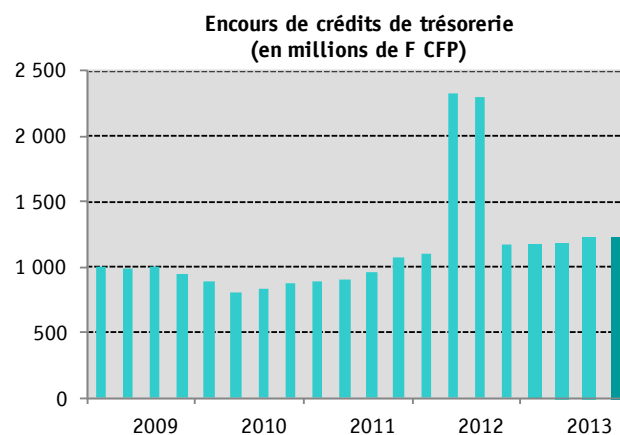
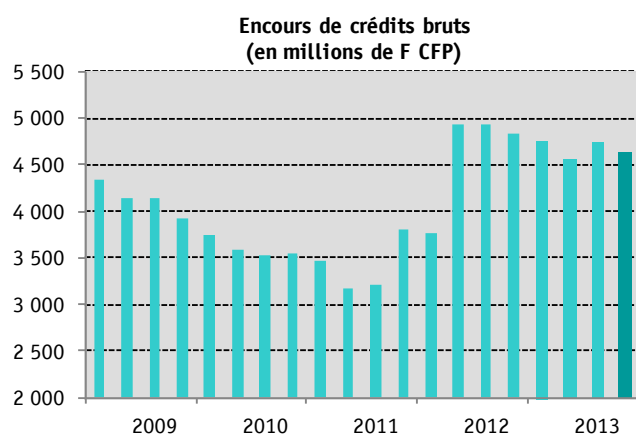
en millions de F CFP	avr-13	mars-14	avr-14	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 158	2 062	2 101	1,9%	-2,6%
Dépôts à vue	3 514	3 618	3 762	4,0%	7,1%
Total M1	5 672	5 680	5 864	3,2%	3,4%
M2-M1	504	514	531	3,3%	5,3%
Total M3	8 590	7 015	7 215	2,9%	-16,0%



Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits sur l'année

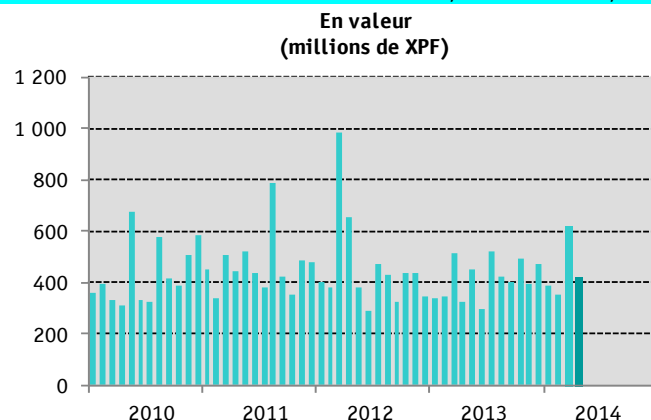
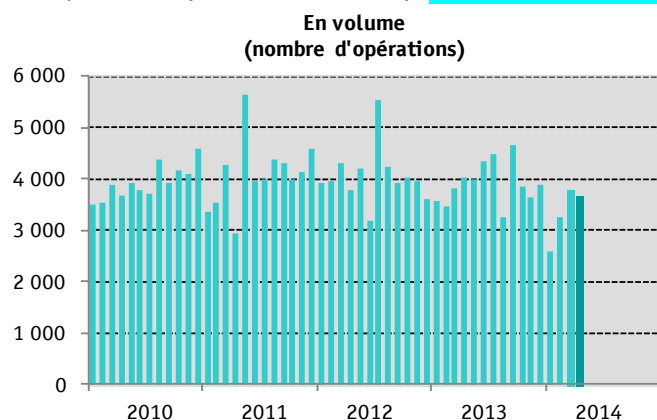
en millions de F CFP	déc-11	déc-12	déc-13	▲/an
Crédits de trésorerie	1 075	1 168	1 228	5,1%
Crédits à l'équipement	1 537	2 366	2 189	-7,5%
Crédits à l'habitat	422	498	398	-20,1%
Autres crédits	221	324	349	7,9%
Total encours sain	3 255	4 356	4 164	-4,4%
Créances douteuses brutes	547	484	469	-3,0%
Total encours brut	3 802	4 839	4 633	-4,3%



Compensation

Baisse en nombre et en valeur des opérations de compensation

	avr-13	mars-14	avr-14	cumul 2014	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 031	3 759	3 652	13 233	-2,8%	-9,4%
Compensation (en millions de CFP)	323	622	423	1 782	-31,9%	31,1%



Incidents bancaires

Diminution significative du nombre d'incidents de paiement sur chèque

en nombre	avr-13	mars-14	avr-14	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	73	109	43	272	-60,6%	-41,1%
Retraits de cartes bancaires	4	0	3	8	-	-25,0%

Interdits bancaires

Recul du nombre de personnes physiques en situation d'interdits bancaires

en nombre	avr-13	mars-14	avr-14	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	372	344	334	-2,9%	-10,2%
- dont personnes physiques	362	331	321	-3,0%	-11,3%
- dont personnes morales	10	13	13	0,0%	30,0%

Cotation

en nombre	avr-13	mars-14	avr-14	▲/mois	▲/an
Cotes valides	45	48	48	0,0%	6,7%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	17	17	16	-5,9%	-5,9%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	2014	▲/an
Indicateurs économiques					
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	1T	111,02	115,22	116,82	1,4%
Entreprises					
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	avril	13	10	13	30,0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	avril	246	330	285	-13,7%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	avril	11	32	117	270,0%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	avril	13	39	36	-7,7%
Ménages					
emploi salarié (nb)	décembre	2 087	2 295	-	-
dont secteur privé	décembre	841	853	-	-
dont secteur public	décembre	1 246	1 442	-	-
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	avril	502	517	528	2,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	avril	402	362	321	-11,3%
décision retrait cartes bancaires (nb)	avril	1	12	8	-33,3%
incidents paiements sur chèques (nb)	avril	271	238	272	14,3%
importations de produits alimentaires (M XPF)	avril	489	520	525	1,1%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	avril	323	248	287	15,7%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	avril	123	108	126	16,7%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	avril	51	39	38	-2,6%
Échanges extérieurs en millions de XPF					
importations	avril	2 041	1 974	2 054	4,0%
exportations	avril	-	-	-	-
recettes douanières	avril	571	551	646	17,3%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	avril	408	408	484	18,6%
dont taxes intérieures de consommation	avril	158	139	157	13,1%
Indicateurs financiers					
La masse monétaire en millions de XPF					
Dépôts à vue	avril	3 713	3 514	3 762	7,1%
M1	avril	5 877	5 672	5 864	3,4%
M2	avril	6 442	6 176	6 395	3,5%
Dépôts à terme	avril	983	2 414	820	-66,0%
M3	avril	7 426	8 590	7 215	-16,0%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
Ménages	décembre	4 839	4 633	-	-
dont crédits à la consommation	décembre	1 561	1 530	-	-
dont crédits à l'habitat	décembre	1 191	1 249	-	-
Entreprises	décembre	370	281	-	-
dont crédits d'exploitation	décembre	2 513	2 370	-	-
dont crédits d'investissement	décembre	78	112	-	-
Collectivités locales	décembre	2 126	1 985	-	-
Autres agents et CCB non ventilés	décembre	240	204	-	-
créances douteuses brutes	décembre	42	60	-	-
taux de créances douteuses	décembre	484	469	-	-
	décembre	10,0%	10,1%	-	-
Ensemble des actifs financiers					
Ménages	décembre	3 076	3 252	-	-
dont assurances-vie	décembre	963	986	-	-
Sociétés	décembre	2 075	1 806	-	-
Autres agents	décembre	3 627	2 110	-	-

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, Contributions diverses

2 – Brèves économiques régionales

Chine : Crainte d'un retournement du marché immobilier

Plusieurs indicateurs font état de l'inquiétude concernant le ralentissement du marché immobilier. L'offre de logements (mises en chantier) s'est contractée de plus de 20 % sur les trois premiers mois de l'année, les achats de terrain ont chuté de 17 % en mars. Le gouvernement a inscrit dans son budget 2014 une baisse des recettes issues des ventes de logement de 11,8 %. Dans son dernier rapport trimestriel, la banque centrale (PBOC) a fait part du renforcement des contrôles sur les risques de défaut des prêts accordés aux sociétés immobilières et aux collectivités locales. Sans prendre pour autant de mesures de soutien d'urgence, l'autorité bancaire redoute une contagion au système bancaire et financier.

Australie : le budget 2014 vise à réduire le déficit de 20 milliards de dollars australiens

Le gouvernement a présenté le 13 mai un budget visant à réduire le déficit budgétaire actuel de 49,9 milliards de dollars australiens (30 milliards d'euros) à 29,8 milliards (20,3 milliards d'euros). Parmi les mesures annoncées figurent une taxe pour les revenus les plus élevés et une hausse progressive de l'âge de la retraite à 70 ans. Le *Royal Australian Mint*, institution émettant la monnaie, pourrait également être privatisé. *Moody's* et *Standard & Poor's* confirment la note AAA, avec une perspective stable, du pays.

Nouvelle-Zélande : la banque centrale relève à nouveau son taux directeur

Après une première hausse le 13 mars, la banque centrale a relevé son principal taux directeur OCR de 0,25 point à 3 % le 24 avril afin de contenir l'inflation générée par la reprise économique. L'économie néo-zélandaise a progressé de 3,5 % sur les douze derniers mois, grâce notamment aux prix élevés des matières premières agricoles.

3 – Brèves économiques locales

173,8 milliards de F CFP dépensés par l'État en Polynésie française en 2012

En 2012, les dépenses budgétaires directes de l'État se sont établies à 173,8 milliards de F CFP, en hausse de 3 % par rapport à 2011. Les dépenses civiles représentent 68 % de ces dépenses. Les fonds dédiés à l'appui de l'exercice des compétences des communes ont augmenté de 4,6 % pour atteindre 11,3 milliards de F CFP en 2012.

La BEI met à disposition une ligne de crédit de 1,7 milliard de F CFP

Le 15 avril 2014, la Banque européenne d'investissement (BEI) a mis à disposition une ligne de crédit d'un montant de 1,67 milliard de F CFP à la Banque de Tahiti. Celle-ci pourra ainsi accorder des prêts à taux bonifiés aux micro-entreprises et aux entreprises réalisant des investissements de nature à développer les énergies renouvelables ou à préserver l'environnement.

Fiscalité : une nouvelle aide en faveur du développement aquacole aux Tuamotu-Gambier

Le 17 avril 2014, l'Assemblée de Polynésie française a adopté un projet de loi du Pays instituant un dispositif d'aide en faveur du développement aquacole dans l'archipel des Tuamotu-Gambier. Les entreprises qui justifieraient de dépenses d'investissement et d'exploitation s'élevant à 20 milliards de F CFP sur 5 ans bénéficieront d'un cadre fiscal avantageux leur permettant de réduire les coûts d'investissements et leurs charges de fonctionnement.

Budget 2014 : 4,8 milliards de F CFP d'emprunts supplémentaires

Le budget 2014 a été modifié afin de mettre en œuvre des dispositions du plan de relance qui nécessiteront 4,8 milliards de F CFP d'emprunts supplémentaires. Un versement de 1,5 milliard de F CFP sera effectué en faveur du Régime de solidarité via le Fonds pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté (FELP). Par ailleurs, un complément de 24 millions de F CFP a été alloué pour le financement d'actions de promotion du tourisme de croisière en Polynésie.

Retraites : réforme des retraites pour la tranche A

La réforme des retraites modifie, à compter du 1^{er} mai, le mode de calcul des pensions pour les revenus inférieurs à 254 000 F CFP. Le salaire moyen de référence est désormais calculé à partir des 120 meilleurs mois tirés des 180 derniers mois d'activité, ce qui devrait conduire à une baisse des pensions. 35 années de cotisations sont requises pour bénéficier du taux plein (70 %). Pour une durée de cotisation inférieure, ce taux diminue de deux points par année manquante. Avec un abattement supplémentaire qui passe de 0,75% à 2 % par trimestre manquant, le régime des départs anticipés devient moins favorable.

Tourisme : 200 000 touristes attendus en 2016

Le gouvernement polynésien et le GIE Tahiti Tourisme ont signé une convention visant à développer le tourisme, avec pour objectif d'attirer 200 000 visiteurs en 2016. Dans cet esprit, Air Tahiti Nui propose, du 1^{er} mai 2014 au 31 mars 2015, des billets Paris-Papeete remisés de 200 euros pour un hébergement de dix nuits dans les 105 pensions de famille labellisées « Ia Ora, au cœur des traditions ». 1 100 touristes supplémentaires sont attendus dans ce cadre. Au 1^{er} trimestre 2014, la compagnie a transporté 1 500 touristes de plus qu'au 1^{er} trimestre 2013 (+11 %), avec un marché néo-zélandais en forte progression (+32 %). En parallèle, Air New Zealand a porté de deux à trois la fréquence hebdomadaire du vol Auckland-Papeete.

Croisière : arrivée du *Wind Spirit* en Polynésie

Le quatre-mâts *Wind Spirit*, d'une capacité de 148 passagers, est arrivé à Papeete jeudi 1^{er} mai. Avec neuf années d'absence, la compagnie Windstar Croises naviguera dans les eaux polynésiennes pendant six mois. La première croisière de sept jours dans les Îles Sous-le-Vent a attiré 104 passagers. Au total, 28 croisières sont programmées.

Microcrédit : l'ADIE a accordé 435 prêts en 2013

L'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE) a accordé 435 prêts en 2013, soit une centaine de plus qu'en 2012, permettant ainsi le maintien ou la création de 466 emplois. 170 millions de F CFP ont ainsi été injectés dans l'économie tandis que le taux d'impayés se maintient autour de 5 %. Pour 2014, l'ADIE vise l'attribution de 550 microcrédits.

Fiscalité : le Conseil d'État valide la réforme fiscale

Le 12 mai, le Conseil d'État a validé la réforme fiscale de juillet 2013 en rejetant trois recours intentés. En revanche un quatrième recours a été accepté, conduisant à l'annulation de taxe sur la publicité dans les médias. Les recettes estimées de l'ensemble de ces taxes se chiffrent à 10 milliards de F CFP.

Surendettement : nette hausse du nombre de débiteurs reçus à l'IEOM

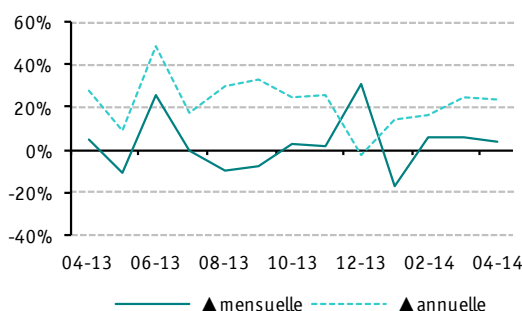
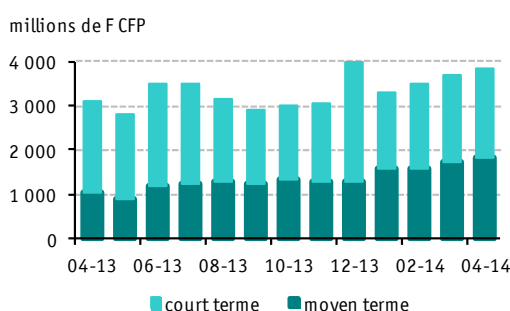
Après un redressement marqué au dernier trimestre 2013, les dépôts de dossiers sont en baisse de -25 % au 1^{er} trimestre 2014. La tendance devrait cependant s'inverser sur le trimestre en cours suite à la campagne de sensibilisation dans les médias en février, comme en témoigne la forte croissance des débiteurs reçus à l'IEOM (+83 %). Les 18 décisions d'orientations prononcées par la commission se répartissent à 39 % vers une procédure de rétablissement personnel (PRP) et à 61 % vers une procédure classique (moratoire ou plan de remboursement, selon la situation des débiteurs).

4 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Progression du refinancement en avril

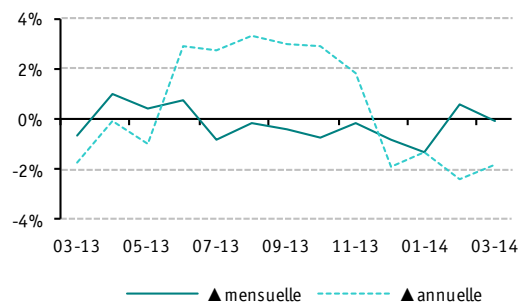
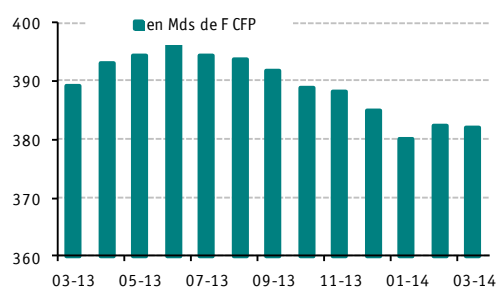
en millions de F CFP	avr-13	mars-14	avr-14	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	2 095	1 976	2 030	2,7%	-3,1%
Utilisations à moyen terme	1 015	1 723	1 798	4,3%	77,1%
Refinancement total	3 110	3 699	3 827	3,5%	23,1%



Masse monétaire

Stabilité de la masse monétaire sur le mois

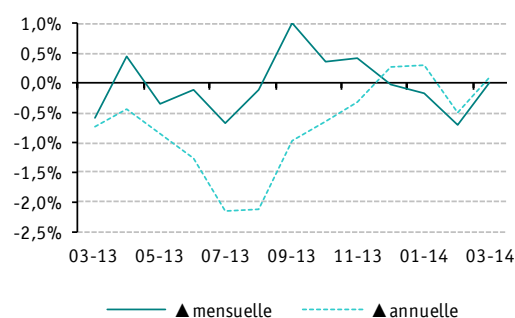
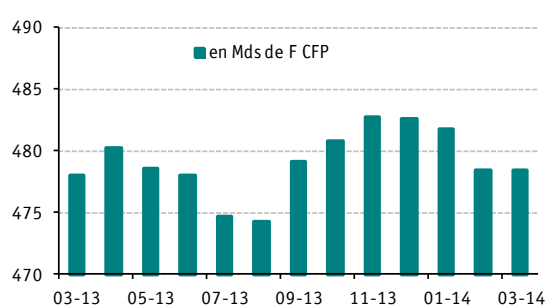
en millions de F CFP	mars-13	févr-14	mars-14	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	15 074	13 813	14 156	2,5%	-6,1%
Dépôts à vue	154 708	149 185	147 114	-1,4%	-4,9%
Comptes sur livrets	98 761	100 103	100 808	0,7%	2,1%
Comptes d'épargne logement	397	405	405	-0,1%	2,0%
Dépôts à terme	118 028	117 052	117 891	0,7%	-0,1%
Autres	2 071	1 690	1 706	1,0%	-17,6%
Total M3	389 039	382 248	382 079	0,0%	-1,8%



Concours des banques locales à l'économie

Baisse des crédits de trésorerie

en millions de F CFP	mars-13	févr-14	mars-14	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	122 650	118 503	116 595	-1,6%	-4,9%
Crédits d'équipement	65 964	72 997	72 469	-0,7%	9,9%
Crédits à l'habitat	163 501	165 477	165 872	0,2%	1,5%
Autres crédits	67 599	59 963	61 517	2,6%	-9,0%
Créances douteuses brutes	58 213	61 437	61 931	0,8%	6,4%
Total Concours de Caractère Bancaire	477 729	478 377	478 384	0,0%	0,1%



Les indicateurs de référence

		date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)		mars-14	107,9	108,1	108,6	0,4%	0,6%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)		févr-14	115,3	114,1	114,2	0,1%	-1,0%
Commerce extérieur	Exportations civiles (en M F CFP)	mars-14	1 252	1 002	1 932	92,9%	54,3%
	Importations civiles (en M F CFP)	mars-14	10 170	9 963	12 442	24,9%	22,3%
(source : ISPF)							
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)		mars-14	1 249	1 568	1 697	8,2%	35,8%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)		mars-14	78	79	52	-34,4%	-33,9%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)		avr-14	97	126	108	-14,3%	11,3%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)		avr-14	466	488	478	-2,0%	2,6%
(sources : ISPF, IEOM)							
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)		mars-14	1 600	1 594	1 680	5,4%	5,0%
Importations de produits alimentaires (M CFP)		mars-14	2 614	2 609	2 874	10,1%	9,9%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)		avr-14	227	269	230	-14,5%	1,3%
Personnes physiques en interdiction bancaire		avr-14	2 941	2 772	2 750	-0,8%	-6,5%
(sources : ISPF, IEOM)							
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)		mars-14	720	790	927	17,3%	28,7%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)		mars-14	83	39	51	30,8%	-38,6%
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)		mars-14	54	25	49	ns	-9,3%
Importations de bois transformé (en M F CFP)		mars-14	124	170	222	30,6%	79,0%
Industrie							
Exportations de monoïen vrac et conditionné (en M F CFP)		mars-14	25	18	20	ns	ns
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)		mars-14	42	0	84	ns	ns
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)		mars-14	44	30	31	ns	ns
Tourisme							
Nombre de touristes		mars-14	13 897	12 410	15 410	24,2%	10,9%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)		mars-14	61,1%	56,3%	59,0%	2,7 pts	-2,1 pts
(sources : ISPF, CPH)							
Indicateurs financiers (Encours des banques locales en M FCFP)							
Dépôts							
Ménages	Dépôts à vue	mars-14	58 736	57 627	58 078	0,8%	-1,1%
	Comptes sur livret	mars-14	93 040	94 053	94 714	0,7%	1,8%
	Dépôts à terme	mars-14	65 002	67 863	67 363	-0,7%	3,6%
Entreprises	Dépôts à vue	mars-14	80 678	74 280	72 553	-2,3%	-10,1%
	Dépôts à terme	mars-14	43 759	41 858	43 132	3,0%	-1,4%
Encours bancaires							
Ménages	Crédits de trésorerie	mars-14	76 513	75 152	74 649	-0,7%	-2,4%
	Crédits à l'habitat	mars-14	143 224	146 484	147 025	0,4%	2,7%
Entreprises	Crédits de trésorerie	mars-14	41 845	36 835	35 410	-3,9%	-15,4%
	Crédits d'équipement	mars-14	56 776	64 387	63 999	-0,6%	12,7%
(source : IEOM)							

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,25%	13/11/2013
taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	14/04/2014	0,25%	3,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	14/04/2014	0,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/04/2014	0,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	30/04/2014	31/03/2014	Var. M-1
EONIA	0,4000%	0,6880%	- 0,288 pt
EURIBOR 1 mois	0,2610%	0,2370%	+ 0,024 pt
EURIBOR 3 mois	0,3390%	0,3130%	+ 0,026 pt
EURIBOR 6 mois	0,4380%	0,4180%	+ 0,020 pt
EURIBOR 12 mois	0,6140%	0,5900%	+ 0,024 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	30/04/2014	31/03/2014	Var. M-1
TEMPE	0,2488%	0,1907%	+ 0,058 pt
EURIBOR 1 mois	0,2530%	0,2310%	+ 0,022 pt
EURIBOR 3 mois	0,3300%	0,3040%	+ 0,026 pt
EURIBOR 6 mois	0,4300%	0,4060%	+ 0,024 pt
EURIBOR 12 mois	0,6040%	0,5760%	+ 0,028 pt
TMO	2,2600%	2,3500%	- 0,090 pt
TME	2,0600%	2,1500%	- 0,090 pt
TRBOSP	2,2500%	2,2800%	- 0,030 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		

taux d'intérêt légal

	taux	JORF
année 2014	0,04%	06/02/2014
année 2013	0,04%	01/03/2013

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques
 (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme
 (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé
 (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
date	30/04/2014	31/03/2014	28/02/2014	30/04/2014	31/03/2014	28/02/2014	30/04/2014	31/03/2014	28/02/2014
taux JJ	0,150%	0,130%	0,110%	0,056%	0,053%	0,066%	0,440%	0,440%	0,450%
3 mois	0,230%	0,240%	0,200%	0,135%	0,135%	0,140%	0,520%	0,520%	0,520%
10 ans emprunts phares	2,680%	2,750%	2,690%	0,620%	0,650%	0,590%	2,680%	2,760%	2,740%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1^{er} avril 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,91%
Prêts à taux fixe	5,19%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,92%
Prêts à taux variable	4,64%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,79%
Prêts-relais	5,39%	Découverts en compte (1)	13,37%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,31%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,27%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	15,09%	Découverts en compte (1)	13,37%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,21%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	86,1601	1 NZD/XPF	73,7207	1 HKD/XPF	11,1131	1 GBP/XPF	144,9960	
100 JPY/XPF	83,9950	1 AUD/XPF	79,8366	1 SGD/XPF	68,5539	100 VUV/XPF	90,8078	1 FJD/XPF	46,5721